

DE L'ÉCONOMIE À LA RELIGION

L'illusion du nationalisme européen

Quels que soient les événements, l'Union européenne se pare des habits d'une puissance à la fois économique, morale et même spirituelle. Face à des adversaires désignés, dont la Chine et la Russie, elle revendique sa souveraineté et les valeurs qu'elle se doit de défendre dans le monde. Une posture qui cache mal une vassalisation croissante à l'égard des États-Unis.

PAR FRÉDÉRIC LEBARON *

UN an après l'attaque de l'Ukraine par la Russie, le nouveau paysage idéologique européen commence à se dessiner. L'agression menée par le Kremlin et l'engagement total des autorités politiques et des médias du Vieux Continent dans le soutien au gouvernement ukrainien ont libéré un fonds intellectuel commun, caché jusque-là derrière les formules figées des dirigeants de l'eurocratie prônant le multilatéralisme et les droits humains. La mobilisation militaire et budgétaire décidée par l'ensemble des pays européens, et en particulier par l'Allemagne, sans précédent depuis la fin de la guerre froide, converge vers un objectif énoncé le 14 septembre dernier à Strasbourg par la présidente de la Commission européenne, Mme Ursula von der Leyen : fonder un « pacte pour la défense de la démocratie » contre les puissances autoritaires qu'incarnent la Russie ou la Chine. L'attaque contre l'Ukraine, explique Mme von der Leyen, « c'est une guerre contre notre énergie, une guerre contre notre économie, une guerre contre nos valeurs et une guerre contre notre avenir. Il s'agit de l'autocratie contre la démocratie ». Ainsi, les lignes de la nouvelle idéologie européenne se clarifient : elles prennent la forme d'un néonationalisme moral et d'une affirmation de sou-

veraineté marqués paradoxalement par une dépendance accrue aux États-Unis.

L'affirmation géopolitique d'une Europe « au service de la paix et de la solidarité offrant au monde un espace unique de stabilité et de sécurité » se trouve dès 2017 sous la plume du président de la République français. Elle repose sur la conviction d'une exception morale – largement inspirée de celle que prétend incarner l'Amérique. « L'Europe, ne l'oubliez jamais, expliquait M. Emmanuel Macron, ce sont nos valeurs portées dans le monde et, en même temps, ce qui nous protège (1). » Un même nationalisme à l'échelle continentale s'observe dans le domaine économique. La crise sanitaire, marquée depuis 2020 par de nombreuses pénuries et ruptures des chaînes d'approvisionnement, suivie par la crise de l'énergie en 2022, a donné corps aux déclarations de M. Macron sur la nécessité de « construire une nouvelle souveraineté européenne » (2). Cette affirmation forme désormais la pierre angulaire du positionnement international de l'Union, qu'il s'agisse de politiques environnementales, d'industrie militaire, des normes en matière de protection de la vie privée face aux géants du numérique et, bien entendu, de dépendance énergétique.

Jardin d'eden

Foyer des deux guerres mondiales du XX^e siècle, berceau du nazisme et du fascisme, après avoir été depuis le XVI^e siècle celui de la colonisation et de l'impérialisme, l'Europe a dû se reconstruire par un travail incessant de mise en récit autocentré ou de réparation d'image, et par des innovations qui en font aujourd'hui un ensemble politico-institutionnel assez spécifique à l'échelle mondiale (3). Un peu comme les États-Unis, mais sur des thèmes différents, elle se veut à la pointe de la résolution des problèmes mondiaux, la crise climatique ou encore les enjeux de bien-être et de qualité de vie, arguant de ses meilleures performances objectives en matière d'égalité, de droits des minorités ou encore de cohésion sociale.

Ainsi que le dit sans filtre M. Josep Borrell, haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et vice-président de la Commission européenne, « nous avons construit un jardin qui réunit liberté politique, prospérité économique et cohésion sociale. (...) Le reste du monde, ou la majeure partie du reste du monde, c'est la jungle (4) ». Détricoté en interne, le « modèle social »

devient à l'extérieur l'instrument géopolitique d'une certaine « mission civilisatrice » européenne fièrement déployé dans les diverses arènes internationales (G20, Nations unies, Conseil de l'Europe, etc.) et qui, selon les circonstances, s'adosse aux droits humains, à l'État social, aux combats féministes ou LGBT (lesbiennes, gays, bisexuels et trans), ou encore au volontarisme climatique.

Mais si cette idéologie souterraine désormais révélée au grand jour possède une forte puissance mobilisatrice, elle est traversée d'ambiguïtés et de contradictions. Le souverainisme européen affiché vis-à-vis de la Russie et de la Chine perd tout caractère d'évidence sitôt qu'on analyse la dépendance croissante du Vieux Continent aux États-Unis sur les plans économique, militaire, diplomatique, stratégique, énergétique et même idéologique, au point que le néonationalisme moral chanté par Mme von der Leyen semble décalqué sur le nationalisme messianique américain. Sa réaffirmation tient-elle de la compensation imaginaire face aux rapports de suzeraineté plutôt que de souveraineté que Bruxelles entretient avec Washington ? Pour le correspondant diplomatique du *New York Times* en Europe, la question ne se pose guère : « L'invasion de l'Ukraine par la



GORAN DJUROVIC. – « Looking West » (En regardant vers l'ouest), 2017

Russie devait obliger l'Europe à renforcer ses capacités militaires ; elle a plutôt accru la dépendance du Vieux Continent à l'égard du commandement, des services de renseignement et de la puissance des États-Unis (5). »

En outre, le jardin d'eden de M. Borrell résiste mal à l'épreuve de la réalité concrète : il ne faut pas gratter longtemps le vernis de vertu pour découvrir, dans chaque pays ou à l'échelle de l'Union européenne, le pouvoir d'une oligarchie dominée par des lobbies aux intérêts industriels et financiers multiples, la résistance farouche au quotidien des structures patriarcales et hétéronormatives, les dynamiques politiques de plus en plus délétères (abstention et montée de l'extrême droite, remise en cause de l'État de droit...).

Alors que la guerre en Ukraine a permis la mobilisation idéologique massive de cette composante progressiste, avec la défense du monde libre face aux régimes autoritaires (6), elle a aussi fait apparaître avec plus de netteté l'importante part ethno-religieuse de ce nouveau nationalisme. C'est sans doute dans les pays historiquement le plus hostiles à la Russie – Pologne, États baltes –, plus proches stratégiquement des États-Unis, que cette dimension de l'identité européenne s'avère utile pour comprendre les attitudes dans la crise.

Ces mêmes pays s'étaient arc-boutés face à l'accueil des réfugiés syriens par l'Allemagne en 2015 ; leur attitude s'est inversée en 2022 face à celui des Ukrainiens. Parfois bien éloignés des rhétoriques progressistes venues des démocrates de l'Ouest (notamment en Pologne s'agissant de l'État de droit, des rapports de genre, du statut des minorités), les dirigeants de cette « nouvelle Europe » réclament une mobilisation militaire et des sanctions d'autant plus dures qu'ils érigent l'identité ukrainienne en rempart civilisationnel. Leur rejet du monde russe exprime non seulement la crainte d'une invasion mais aussi la persistance d'un héritage historico-culturel : la guerre réactive sous une forme nouvelle les vieilles divisions de la guerre froide, le gouvernement de M. Vladimir Poutine étant considéré comme le prolongement de la défunte Union soviétique, elle-même héritière de l'Empire tsariste. C'est-à-dire, dans la langue de Mme von der Leyen, le « visage impitoyable et renaissant du Mal ».

Les trois dimensions, économique, politique et ethno-religieuse, du nouveau nationalisme européen font en réalité système. De même que l'Europe puissance coloniale et source de l'impérialisme écono-

mique s'est aussi présentée au monde comme force civilisatrice porteuse de progrès humain et du salut des âmes, l'Europe résolument engagée dans un énorme effort militaire en 2022-2023 se veut à la fois puissance économique à l'échelle globale et force morale voire spirituelle face aux désordres du monde – à défaut d'une politique étrangère autonome et d'une puissance militaire indépendante de Washington. La proclamation d'un discours progressiste par l'Union européenne s'accompagne en contrepoint d'un travail permanent de démarcation idéologique, de nature au moins en partie ethno-religieuse : les mondes russe (postsoviétique et post-impérial, donc doublement condamné), musulman (source du « terrorisme »), chinois (à la fois ou alternativement capitaliste, impérialiste et communiste), tous trois réunis sous l'étiquette « autoritaire », sont construits au fil des discours comme les incarnations d'une altérité toujours plus inquiétante et hostile.

Ponctuellement, la fermeté à l'égard du programme nucléaire iranien ou l'invocation des crimes du communisme, passés

(Holodomor, Grand Bond en avant...) ou présents (répression des Ouïgours...), cimentent différents récits unificateurs, cristallisés dans des figures repoussoirs (les « terroristes », le duo Staline-Mao, auquel fait écho le duo Poutine - Xi Jinping...). Comme tout nationalisme historique (7), le modèle de l'Europe puissance se crée un ensemble d'ennemis irréductibles et de soutiens obligés. Ceux-ci cachent cependant autant de compromis dans les coulisses, déterminés par la logique de l'intérêt, ainsi que le montrent récemment le scandale de corruption de la vice-présidente du Parlement européen par des intérêts qataris ou les oscillations des gouvernants face à la Chine, voire face à la Russie (8). Il faut ici distinguer les pays les plus clairement alignés sur Washington, qui forment un axe diplomatique solide, États baltes, Pologne, voire Pays-Bas et Danemark, et ceux qui, derrière la France et l'Allemagne, tentent de faire émerger des logiques plus proprement européennes et des orientations plus pragmatiques : les divisions internes entre « atlantistes » et « proeuropéens », loin de s'apaiser, s'accroissent depuis le début de la guerre.

Résistances

DES fortes tensions traversent en effet le nationalisme européen émergent, comme l'illustre le cas de la Hongrie, où certaines traditions nationales ne parviennent pas à adhérer complètement au rejet historico-culturel du monde russe. La présence avérée, même minoritaire, au sein du conflit ukrainien de combattants et de mercenaires mus par une idéologie d'extrême droite, glorifiant sans désaveu officiel le collaborateur antisémite Stepan Bandera, fragilise le répertoire dominant centré sur la défense des droits humains, qui justifie le soutien à un gouvernement démocratique injustement agressé. Si ce dernier libéralise rapidement son économie (9), le pays déroge à de nombreux pans de l'« acquis communautaire » qui pourraient justifier son admission au sein de l'Union : lutte contre la corruption, droits des minorités, avec la multiplication des discriminations notamment linguistiques, pluralisme politique avec le bannissement des partis se réclamant de l'héritage de l'URSS. Les plus radicaux des soutiens à l'Ukraine mobilisent dans l'espace public une forme souvent assez peu élaborée de russophobie, qui s'éloigne d'une politique d'influence nourrie de références aux droits humains et du registre cultivé des classes dirigeantes urbaines de l'Ouest.

Comme lors de l'émergence de toute nouvelle idéologie nationale, l'affirmation actuelle de l'euronationalisme, en particulier l'accroissement massif des dépenses militaires, les sanctions économiques contre la Russie et l'accentuation parallèle des politiques néolibérales visant les États-providence suscitent des résistances. Les plus fortes se situent dans les classes populaires, au sein des anciennes régions industrielles aux taux de chômage élevés et à la précarité endémique, dans les mondes ruraux restés aux marges des changements structurels et culturels des classes moyennes et supérieures urbaines. Elles se traduisent d'abord par la poussée des nationalismes d'extrême droite ou de droite radicale, qui opposent au pan-nationalisme urbain cultivé des formes historiques plus étroitement ethnocentriques. On peut alors penser que la dialectique en cours renforcera progressivement la composante ethno-religieuse, déjà présente dans des exécutifs (Italie, Pologne,

Hongrie...) ou dans des majorités parlementaires (Suède), et en progression tendancielle dans divers scrutins. Les tensions entre un pôle progressiste et un pôle ethno-religieux deviendraient alors plus structurantes et systématiques, comme aux États-Unis ou en Pologne. On identifie sans peine les victimes probables de cette surenchère : minorités ethniques, nationales ou religieuses, en particulier musulmanes, russophones (surtout dans les pays baltes ou certains pays d'Europe de l'Est) voire asiatiques, et bien sûr les candidats à l'immigration venus du Sud devant qui se dresse l'Europe forteresse.

Les résistances sociales et démocratiques face à la conjonction d'euronationalisme et de néolibéralisme demeurent fragiles, surtout à l'est de l'Europe, où elles n'ont souvent pas d'expression politique claire, mais s'enracinent dans le quotidien des populations. Elles se nourrissent de conflits sociaux, qui tendent à se multiplier dans un contexte d'inflation, mais peinent à s'incarner dans une idéologie cohérente. Quelle ligne adopter entre la défense de la souveraineté nationale, la recherche de solidarités et d'alternatives locales face à la globalisation et aux élites transnationales, et l'urgence d'une réponse globale à une crise mondiale, à la fois écologique, économique et politique ?

(1) 16 janvier 2017 et 17 avril 2018. Cité par Damon Mayaffre, *Macron ou le mystère du verbe. Ses discours décryptés par la machine*, L'Aube, Paris, 2021. Lire aussi Anne-Cécile Robert, « Les dilemmes de la souveraineté européenne », *Le Monde diplomatique*, avril 2022.

(2) M. Emmanuel Maron, 17 avril 2018, cité par Damon Mayaffre, *ibid.*

(3) Cf. Antonin Cohen, *Le Régime politique de l'Union européenne*, La Découverte, Paris, 1992.

(4) Bruges, 13 octobre 2022.

(5) Steven Erlanger, « When it comes to building its own defense, Europe has blinked », *The New York Times*, 4 février 2023.

(6) Lire Christopher Mott, « Les noces de la guerre et de la vertu », *Le Monde diplomatique*, janvier 2023.

(7) Cf. Eric Hobsbawm, *Nations et nationalisme depuis 1780*, Gallimard, Paris, 1992.

(8) Marc Endeweld, *L'Empire. La France sous influence*, Seuil, Paris, 2022.

(9) Lire Pierre Rimbart, « L'Ukraine et ses faux amis », *Le Monde diplomatique*, octobre 2022.



GORAN DJUROVIC. – « Looking East » (En regardant vers l'est), 2015